

# Région de Saint-Nazaire : les élus locaux insistent pour avoir une étude sur la santé des habitants

Depuis deux ans, on sait que la région de Saint-Nazaire connaît une surmortalité. Les élus demandent une étude complémentaire, mais l'État rechigne.



Voilà plusieurs années que les élus locaux demandent une étude épidémiologique pour expliquer la surmortalité dans le bassin de Saint-Nazaire (©Archives Écho de la Presqu'île)

Par [Coralie Durand](#) Publié le 9 Oct 20 à 16:03

Mauvaise nouvelle pour la région de **Saint-Nazaire** (Loire-Atlantique).

Le sous-préfet a annoncé fin septembre que l'État ne souhaitait pas mettre en place une étude de zone à l'échelle du bassin industriel.

Le maire et président de la Carene, **David Samzun**, accuse le coup. Voilà plusieurs années qu'avec les élus locaux, il demande cette **étude épidémiologique**. Depuis la révélation en septembre 2019 qu'à Saint-Nazaire, **on meurt plus et plus jeune**. Est-ce la qualité de l'air ? Le tabac, l'alcool, les industries, le trafic routier ? Une étude épidémiologique permettrait de mesurer ces impacts sur la santé de la population.

À lire aussi

- [Pourquoi toutes ces morts prématurées dans la région de Saint-Nazaire ?](#)

Nous devons savoir où on s'empoisonne. Est-ce que c'est dans un quartier ? Dans une entreprise ? L'État n'est pas de cet avis : il considère que les études liées à chaque site industriel sont suffisantes.

Peut-être le coût de l'étude a-t-il également joué un rôle.

Santé Publique France avait parlé de 500 000 € nécessaires pour la mener à bien.

## **Une réunion ce vendredi**

C'est pourquoi cette semaine, un nouveau courrier signé par David Samzun, mais aussi la députée Audrey Dufeu-Schubert et le sénateur Yannick Vaugrenard, a été envoyé au préfet Didier Martin. L'objectif : demander à nouveau une étude « complète et réelle sur tous ces sujets ».

Le maire nazairien met également dans la balance le contrat de santé intercommunal qui doit être réfléchi à l'échelle de la Carene (les communes choisiront si elles veulent en faire partie) l'an prochain.

Cela n'aurait pas beaucoup de sens sans cette étude.